



**PRÉFET
DE LA CORRÈZE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,
du Travail, des Solidarités et de la
Protection des Populations de la
Corrèze**

Services Vétérinaires Santé, Protection Animale et
Environnement
Cité administrative Jean Montalat
BP.314
19011 Tulle

Tulle, le 25/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHENIL DU CLOS DES JAROUSSES

LES JAROUSSES
19270 Saint-Pardoux-L Ortigier

Références : DDETSP19202402854
Code AIOT : 0100059483

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement CHENIL DU CLOS DES JAROUSSES implanté LES JAROUSSES 19270 SAINT-PARDOUX-L ORTIGIER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite inopinée, s'effectue suite à un signalement pour des nuisances sonores.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHENIL DU CLOS DES JAROUSSES
- LES JAROUSSES 19270 SAINT-PARDOUX-L ORTIGIER
- Code AIOT : 0100059483
- Régime : Déclaration

Le clos des Jarousses, est un chenil exerçant une activité de pension canine, régulièrement déclarée et bénéficiant d'un récépissé en date du 25 août 2014, pour un nombre de chiens ne dépassant pas 49 animaux.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Propreté	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 3.4.	Demande d'action corrective	15 jours
9	Lutte contre les insectes et les rongeurs	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 4.8.	Demande d'action corrective	15 jours
13	Récupération – recyclage – élimination	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 7.1.	Demande d'action corrective	15 jours
14	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 7.3.	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 2.1.	Sans objet
3	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 2.2.	Sans objet
4	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 2.5.	Sans objet
5	Ventilation	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 2.6.	Sans objet
6	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 3.1.	Sans objet
7	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 3.2.	Sans objet
10	Sols	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 5.3.1.	Sans objet
11	Eaux de nettoyage	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 5.3.2.	Sans objet
12	Eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 5.3.3.	Sans objet
15	Valeurs limites de bruit	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 8.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en exergue certaines non-conformités liées à la gestion administrative du site, la gestion et le traitement des déchets. Une non-conformité liée à la gestion et au nettoyage du site a aussi été relevée.

L'inspection provoquée dans le cadre d'une plainte, permet de répondre au signalement contemporain, en tout cas à la date de la visite.

Bien que respectant le cadre réglementaire de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2006, plus particulièrement en termes d'implantation, l'exploitant doit avoir la maîtrise de son site et ne doit pas être source de nuisance vis-à-vis des tiers exposés à courte, moyenne ou longue portée.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 1.4.	Demande d'action corrective	1 mois

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 1.4.
Thème(s) : Situation administrative, -
Prescription contrôlée : (Décret n°2015-1614 du 9 décembre 2015, article 16). <i>L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : - le dossier de déclaration ; - les plans tenus à jour ; - « la preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ; - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; - les résultats des dernières mesures sur les effluents, le bruit et les odeurs, si elles existent ; - les documents prévus aux points 3.3, 3.6, 4.3, 4.7, 4.8, 5.1, 5.4, 5.8 du présent arrêté. Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</i>
Constats : Le jour de la visite, le gérant ne disposait pas d'un dossier regroupant l'ensemble des documents relatifs à son installation classée. L'exploitant doit sous 1 mois mettre en place un dossier installation classée et le rendre disponible en cas de demande de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 2.1.
Thème(s) : Situation administrative, -
Prescription contrôlée : <i>Les bâtiments d'élevage, les annexes et les parcs d'élevage sont implantés : - à au moins 100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage sont implantés sur des terrains de nature à supporter les animaux en toutes saisons, maintenus en bon état, et de perméabilité suffisante pour éviter la stagnation des eaux. Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers.</i>
Constats : Le site est isolé, il se situe à environ 400 mètres des tiers les plus proches. Les parcs attenants au chenil sont en bons états et enherbés. Le jour de la visite aucune non-conformité n'a été relevée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 2.2.
Thème(s) : Situation administrative, -

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble du site doit être maintenu en parfait état d'entretien (peinture, plantations, engazonnement...).

Constats :

Le site s'insère dans le paysage exclusivement agricole. Les abords sont entretenus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 2.5.

Thème(s) : Situation administrative, -

Prescription contrôlée :

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin.

Constats :

L'installation est accessible aux engins de secours et la voie permet leur manœuvre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 2.6.

Thème(s) : Situation administrative, -

Prescription contrôlée :

Les bâtiments d'élevage sont ventilés de manière efficace et permanente.

Constats :

La conception des bâtiments rend ceux-ci ventilés efficacement. Les cloisons en panneaux sandwich sont espacées du sol et permettent l'écoulement des eaux et la circulation de l'air, tout comme la porte des box qui est grillagée et non pleine.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 3.1.

Thème(s) : Situation administrative, -

Prescription contrôlée :

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Constats :

Le gérant de l'installation dispose d'un certificat de capacité pour l'exercice des activités liées

aux animaux de compagnie d'espèces domestiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 3.2.
Thème(s) : Situation administrative, -
Prescription contrôlée : <i>Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.</i>
Constats : Le site est clôturé, les personnes étrangères ne peuvent y accéder en l'absence du responsable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 3.4.
Thème(s) : Situation administrative, -
Prescription contrôlée : <i>Toutes les parties de l'installation sont maintenues en bon état d'entretien. L'ensemble des bâtiments, parcs d'élevage et annexes est maintenu propre et régulièrement nettoyé. Les niches dans lesquelles sont placés les animaux sont construites en matériaux durs, résistants aux chocs, faciles à entretenir et à désinfecter. Les sols et les murs des bâtiments d'élevage sont nettoyés chaque jour et désinfectés régulièrement. Dans le cas de l'utilisation de litière, celle-ci est entretenue de façon à ne pas provoquer de nuisances (les déjections solides sont enlevées chaque jour). Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage sont maintenus en bon état ; les déjections solides sont enlevées régulièrement lorsque la charge d'animaux dépasse 1 chien/60 mètres carrés.</i>
Constats : Les matériaux composants le bâtiment sont imperméables et désinfectables. Lors de la visite, un nettoyage à grandes eaux a été réalisé dans la partie chenil. Néanmoins aucune précaution n'a été prise pour les restes d'aliments présents au sol dans un box, ceux-ci se sont retrouvés imbibés par l'eau et le produit. L'exploitant doit préparer son nettoyage et veiller à l'absence de matière au sol et plus particulièrement d'aliment. Le local bureau et stockage n'étaient pas le jour de la visite dans un état de propreté satisfaisant, le stockage de sacs vides de nourriture ou de reste de nourriture humide (boîte) n'est pas réalisé dans des conditions satisfaisantes. Cette application n'est pas satisfaisante notamment au regard du risque nuisible. L'exploitant doit mettre en œuvre un protocole de nettoyage et désinfection adapté à la structure. Sous 7 jours, l'ensemble des déchets doit être évacué et les bâtiments doivent être remis dans des conditions permettant de garantir un aspect sanitaire satisfaisant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Lutte contre les insectes et les rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 4.8.
Thème(s) : Situation administrative, -
Prescription contrôlée : <i>L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire, et doit pouvoir en justifier devant l'inspection (factures ou plan de lutte contre les insectes et les rongeurs ou registre des traitements).</i>
Constats : L'exploitant ne dispose pas de plan de lutte contre les nuisibles. La conception du bâtiment ne peut garantir l'absence d'intrusion. L'exploitant doit sous 15 jours mettre en place un protocole de gestion de nuisibles, soit en contractualisant auprès d'un prestataire, soit créant un plan de gestion avec mise en place de pièges.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : Sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 5.3.1.
Thème(s) : Situation administrative, -
Prescription contrôlée : <i>Tous les sols des bâtiments d'élevage et des annexes, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage et de traitement, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des installations annexes permet l'écoulement des effluents vers le système d'assainissement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des parcs d'ébat, de travail et d'élevage. À l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins.</i>
Constats : Les sols du bâtiment sont imperméables, et les eaux de nettoyage sont canalisées et orientées vers la fosse toutes eaux mise en place spécifiquement pour l'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Eaux de nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 5.3.2.
Thème(s) : Situation administrative, -
Prescription contrôlée : <i>Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers le système d'assainissement des effluents.</i>
Constats :

L'ensemble des aires imperméables dispose d'une canalisation orientant les eaux vers le système d'assainissement individuel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Eaux de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 5.3.3.

Thème(s) : Situation administrative, -

Prescription contrôlée :

Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent.

Constats :

Les eaux de pluies sont récupérées par des gouttières et orientées vers le milieu naturel, selon l'exploitant. Le point de rejet n'a pu être observé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Récupération – recyclage – élimination

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 7.1.

Thème(s) : Situation administrative, -

Prescription contrôlée :

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires produits, dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Constats :

La gestion des déchets n'est pas satisfaisante. Le jour de la visite un nombre important de sacs de déchets était présent.

L'exploitant doit gérer les déchets de l'exploitation et les envoyer vers les filières spécialisées le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 14 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 7.3.

Thème(s) : Situation administrative, -

Prescription contrôlée :

Les déchets et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...).

Constats :

Transversalement à la non-conformité précédente, la gestion des déchets n'est pas satisfaisante. Le stockage des déchets en attente d'enlèvement tri ou revalorisation, ne doit pas être susceptible de générer d'impact environnemental ou sanitaire.

Le jour de la visite le stockage ne permet pas de garantir les intérêts visés supra.

L'exploitant doit mettre en œuvre un protocole de gestion de ses déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 15 : Valeurs limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 8.1.

Thème(s) : Situation administrative, -

Prescription contrôlée :

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Toutes les précautions sont prises pour éviter aux animaux de voir directement la voie publique ou toute sollicitation régulière susceptible de provoquer des aboiements, à l'exclusion de celles nécessaires au bon fonctionnement de l'installation. Les animaux sont rentrés chaque nuit dans les bâtiments, ou enclos réservés.

Constats :

Le signallement faisant l'objet de la visite mettait en exergue une problématique de nuisance sonore.

Lors de notre visite un faible nombre de chien était présent.

Des aboiements ont été entendus à l'arrivée mais se sont vite estompés.

Durant la totalité de la visite, l'inspecteur n'a pas constaté de bruits susceptibles de générer des nuisances substantielles.

Néanmoins l'exploitant devra veiller à respecter pleinement les prescriptions et notamment la gestion des animaux en diurne et nocturne.

En termes de masque visuel, une haie pourra être étoffée sur la partie accès, afin que les animaux aient le moins de vues sur la voie d'accès à la pension.

Type de suites proposées : Sans suite